6 MOTIONS D'ACTIONS/CAMPAGNES POUR L'AG DE 2015

NB : chaque motion est suivie d'une note d'éclairage du CA dans un encadré à part.

MOTION N°1

«FERMETURE DE LA CENTRALE DE FESSENHEIM DANS LES PLUS BREFS DELAIS »

Motion proposée par le « Réseau Fukussenheim »

Avec le soutien du CSFR

Titre de la motion :
«Fermeture de la centrale de Fessenheim dans les plus brefs délais »

Texte explicatif de la motion :

Considérant que la fermeture immédiate de la centrale de Fessenheim était un des points de l'accord pré-électoral signé en novembre 2011 entre le Parti Socialiste et Europe Ecologie-Les Verts,

> **Phrase de synthèse soumise au vote de l'AG :**
>
> ***Etes-vous POUR ou CONTRE que le Réseau Sortir du nucléaire ait pour action prioritaire dans l'année en cours la mobilisation générale afin d'obtenir l'arrêt définitif des réacteurs de la centrale de Fessenheim ? Il sera notamment exigé de la part du gouvernement que soit fixée dans les plus brefs délais la date de cet arrêt. La manifestation nationale du 8 mars 2015 aura ce thème pour mot d'ordre principal.***

• Personne prête à s'impliquer concrètement dans la préparation et la réalisation de cette campagne : Thierry Gourvénec

Cette motion n°1 a reçu un vote favorable de recevabilité du CA.

Note d'éclairage du CA :

Cette motion privilégie la fermeture des réacteurs de Fessenheim comme résultat symbolique fort pour amorcer la fermeture de tous les autres réacteurs nucléaires en France.

Cette motion suscite les remarques suivantes :

1- Elle s'appuie sur un accord politique entre PS et EELV qui n'est plus garanti, et dont la réalisation ne dépend pas du Réseau "Sortir du nucléaire". Cette motion devrait s'adresser à ces acteurs politiques.

2- Elle propose une action nationale pour le 8 mars 2015, impossible à mettre en oeuvre aussi rapidement après l'AG qui nécessiterait des moyens financiers dont le Réseau "Sortir du nucléaire" ne dispose pas.

3- Cette motion qui devrait s'inscrire dans la campagne "Stop au rafistolage" de fermeture des réacteurs de plus de 30 ans, est tout à fait recevable.

MOTION N°2

« JOURNEES D'ACTIONS DU 6 AU 9 AOUT 2015 CONTRE LE NUCLEAIRE MILITAIRE »

Motion proposée par « Armes nucléaires STOP »

Avec le soutien des Amis de la Terre-Belgique, de la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté (LIFPL), de l'Union pacifiste de France (UPF), Les désobéissants.

Titre de la motion :

« Journées d'actions du 6 au 9 août 2015 contre le nucléaire militaire »

Texte explicatif de la motion :

Considérant la nouvelle dynamique mondiale de lutte contre les armes nucléaires dans le cadre de la campagne mondiale ICAN (Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires) à laquelle le Réseau Sortir du nucléaire participe,

Considérant la situation nouvelle internationale due à la très forte majorité de pays mobilisés à engager un processus d'élimination des armes nucléaires et motivés pour faire un Traité d'interdiction comme cela est en gestation aux Conférences internationales sur les "Conséquences humanitaires catastrophiques d'une frappe nucléaire",

Considérant que les essais nucléaires ont provoqué de nombreux dégâts sur un plan environnemental et sanitaire pour les populations et le personnel, la reconnaissance et la prise en charge des victimes n'est pas encore réalisée dans de nombreux pays ; en particulier en France où la loi d'indemnisation est extrêmement restrictive : moins de 1 % des dossiers déposés ont été acceptés, les autres ont tous été rejetés sous le fallacieux argument de « risques négligeables » !

Considérant que le Président de la République Française et son gouvernement refusent toute participation aux discussions sur des mesures de désarmement nucléaire, en particulier par le refus de participer aux conférences internationales qui ont été convoquées par la Norvège, le Mexique et l'Autriche,

Considérant l'effort de renouvellement de l'arsenal nucléaire avec la mise en œuvre des missiles M51, dont la portée est le double de celle des missiles précédents (M45), avec la mise en route du Laser Mégajoule près de Bordeaux et avec le programme Epure d'une installation à Valduc près de Dijon pour la modernisation des armes nucléaires en commun avec les Anglais par la collaboration Teutates,

Considérant que le nucléaire militaire concerne de nombreux sites en France, de nombreux transports de bombes pour leur entretien et que seule une mobilisation importante permettra une remise en cause des armes nucléaires françaises,

Considérant que le nucléaire présente un danger considérable par la pollution radioactive qu'il engendre et que les armes à uranium appauvri utilisées ont pollué des régions entières et doivent être interdites au plus vite,

Considérant que la commémoration des bombardements nucléaires d'Hiroshima et Nagasaki doit être particulièrement solennelle cette année 2015 du fait de l'anniversaire des 70 ans nous estimons que la période du 6 au 9 août 2015 doit être l'occasion d'une mobilisation importante en France.

Le succès des jeûnes-actions organisés en France, en Allemagne et en Angleterre du 6 au 9 août 2014 doit se pérenniser comme cela avait déjà été décidé par la dernière Assemblée générale du Réseau Sortir du nucléaire en renouvelant un fort soutien du Réseau pour l'année 2015 de façon à amplifier ce mouvement.

> **Phrase de synthèse qui sera soumise au vote de l'AG :**
>
> ***Etes–vous pour ou contre que le Réseau Sortir du Nucléaire engage une campagne nationale d'actions dans la période du 6 au 9 août 2015 pour l'abolition des armes nucléaires ?***

- Calendrier et coûts envisagés :

Préparation par un comité de suivi de janvier 2015 à août 2015 (10 bénévoles)

- Estimation de la contribution du Réseau Sortir du nucléaire :

2000 euros contribution du webmaster (correspondant à 8 jours de travail sur l'année) et d'un salarié (correspondant à 15 jours de travail sur l'année)

- Personnes prêtes à s'impliquer concrètement dans la préparation et la réalisation de cette campagne :

- Dominique Lalanne
- Patrice Bouveret

Cette motion n°2 a reçu un vote favorable de recevabilité du CA.

Note d'éclairage du CA :

L'AG 2014 a décidé à 94,6 % des votants que "*le Réseau "Sortir du nucléaire" mette en oeuvre, chaque année à la période des 6 et 9 août, une mobilisation nationale déclinée en actions locales pour l'abolition des armes nucléaire françaises et dans le monde*".

Cette motion avait été priorisée en 3e place lors de cette AG de 2014.

Une campagne d'actions contre le nucléaire militaire durant la période du 6 au 9 aout 2015 est donc déjà prévue et budgétée.

MOTION N°3

"EXIGER UN REFERENDUM SUR L'ABOLITION DES ARMES NUCLEAIRES POUR AMENER LA FRANCE A SORTIR DU NUCLEAIRE CIVIL ET MILITAIRE"

Motion proposée par ACDN

Avec le soutien de : CSDN79, Bien Profond, SDN Lot, A.V.E.N.I.R (84), Collectif national Stop Mélox.

Titre de la motion :

"Exiger un référendum sur l'abolition des armes nucléaires pour amener la France à sortir du nucléaire civil et militaire"

Texte explicatif de la motion :

(NOTA BENE : Les notes explicatives (*) et leurs liens font partie de cette motion.)

S'inspirant de la Charte du Réseau « Sortir du Nucléaire » :

"En cette période critique, face aux risques croissants d'accidents et de confrontations militaires, et devant la nécessité de nouvelles orientations énergétiques et stratégiques, nous, citoyens, scientifiques, élus, associations, entreprises... voulons une décision immédiate de sortie urgente du nucléaire civil et militaire",

l'Assemblée Générale 2015, considère les faits suivants :

- Un lien historique, technique et politique, unit organiquement le nucléaire militaire et le nucléaire civil.
- Lien historique : l'énergie nucléaire a d'abord servi à construire les bombes atomiques qui ont anéanti Hiroshima et Nagasaki. Ses usages civils sont des sous-produits de la recherche militaire. Ils ont servi aux cinq premières puissances nucléaires (États-Unis, URSS, Grande-Bretagne, France, Chine) à faire oublier ses usages militaires ("Atom for Peace", "l'Atome pour la paix") ; aux quatre suivantes (Israël, Inde, Pakistan, Corée du Nord) ils ont servi de paravent et de marchepied pour se procurer la Bombe, notamment après l'entrée en vigueur du Traité de Non-Prolifération.
- Lien technique : les technologies nucléaires sont duales, de sorte que tout État qui se les approprie peut être tenté ou soupçonné, à l'instar de l'Iran, de vouloir se procurer la bombe atomique.
- Lien politique délibéré : le général Ailleret, l'un des « parrains » de la bombe atomique française, déclarait en 1968 : « J'ai toujours veillé à ce que nucléaires civil et militaire aillent de pair. Ce serait la mort du deuxième si le premier disparaissait. » Ainsi, nucléaire civil et nucléaire militaire sont « comme cul et chemise » et le civil est la chemise qui permet de cacher le fondement militaire. Tant qu'il existera un fondement militaire, on aura besoin de l'habit civil. Mais la disparition du militaire privera le nucléaire civil de la motivation et du soutien étatiques dont il bénéficie depuis toujours, en France plus encore qu'ailleurs.
- Le nucléaire tant civil que militaire a d'ores et déjà pollué la planète et fait d'innombrables victimes, la plupart anonymes et non reconnues. (1)

- Le nucléaire tant civil que militaire est intrinsèquement dangereux et fait peser sur l'humanité entière un risque permanent d'autodestruction, de manière insidieuse et progressive, ou brutale et définitive.
- Le seul moyen d'échapper à ces dangers incommensurables est d'aller le plus vite possible vers une France, une Europe et un monde sans armes ni centrales nucléaires.
- Loin d'en avoir pris conscience, le président de la République s'obstine comme ses prédécesseurs et son entourage à vouloir conserver tant les armes que les centrales nucléaires de la France. (2)
- Il a même déclaré indispensable la modernisation de l'arsenal français, faisant ainsi de la France le principal obstacle à l'élimination des armes nucléaires et justifiant du même coup la prolifération de ces armes dans les Etats qui n'en sont pas encore dotés.
- Malgré la crise financière, François Hollande a décidé de « sanctuariser les crédits de la force de dissuasion nucléaire dans ses deux composantes, sous-marine et aéroportée ». Les budgets 2013, 2014, 2015 et la Loi de Programmation Militaire 2014-2019 confirment cette orientation.
- La France pousse l'hypocrisie jusqu'à dénoncer les massacres de masse quand ils sont perpétrés par des moyens chimiques et par un Etat non doté d'armes nucléaires, mais à les autoriser quand ils sont exécutés par un Etat doté d'armes nucléaires et d'un siège permanent au Conseil de sécurité. (2)
- Le peuple français n'a jamais été consulté sur cette politique hypocrite, absurde et criminelle qui fait de lui le financeur, le complice, et la victime potentielle de crimes contre l'humanité et de catastrophes nucléaires.
- En cas de crise internationale, son sort est placé entre les mains d'un seul individu, le chef de l'Etat, qui se promène en permanence avec une « valise atomique », peut condamner à mort des millions d'êtres humains sans procès, sans débat, sans appel, et les faire lui-même exécuter dans les minutes qui suivent en pianotant sur un ordinateur.
- Le peuple français n'a pas non plus été consulté sur le choix de société qu'implique le recours à l'énergie nucléaire.
- Dans le civil, la situation s'aggrave tandis que les centrales vieillissent : la fermeture promise pour 2016 mais toujours pas décidée des deux réacteurs de 900 Mégawatts de Fessenheim sera compensée par l'ouverture de l'EPR de Flamanville (1650 MW), qui engagera la France pour plus de 60 ans de nucléaire civil. Les 56 autres réacteurs français resteront en fonction en 2017 alors que plus de la moitié d'entre eux auront dépassé les trente années de fonctionnement initialement prévues. Leur prolongation à 40 ans semblant déjà acquise, le Premier ministre a évoqué leur prolongation à 50 ans "pour financer la transition énergétique" et EDF avance une durée de 60 ans. Chaque jour qui passe ajoute des déchets radioactifs ingérables aux déchets déjà accumulés et augmente la probabilité de voir la France connaître un Tchernobyl, un Fukushima, ou pire encore.
- La loi dite « de transition énergétique » adoptée en première lecture par l'Assemblée Nationale le 14 octobre 2014 « plafonne » à 63 GW la puissance électronucléaire, c'est-à-dire autorise *ad vitam aeternam* le maintien à son niveau actuel du parc électronucléaire, qu'on pourra toujours moderniser, tout comme on conserve et modernise les armes nucléaires *ad vitam aeternam*. Cette trahison des promesses de François Hollande contribue à disqualifier le personnel politique et à éloigner les Français de la mascarade électorale.

- Ainsi, le seul moyen d'échapper à la dictature nucléaire qu'une caste impose à notre pays comme au reste du monde, c'est d'en appeler au peuple souverain, par la voie du référendum.
- Selon des sondages convergents (WorldPublicOpinion 2008; IFOP 2012), plus de huit Français sur dix sont favorables à l'abolition des armes nucléaires, y compris françaises.
- Cette très forte proportion d'avis favorables, en dépit de l'omerta qui entoure le sujet, rend hautement probable une victoire du OUI, malgré la puissance financière et médiatique du lobby nucléaire, à un référendum portant sur la participation de la France à l'abolition des armes nucléaires.
- A cela s'ajoutent les arguments d'actualité comme le coût du nucléaire civil et militaire, ou la pression internationale croissante. Ainsi, la 1e Conférence sur l'impact « humanitaire » (c'est-à-dire inhumain) des armes nucléaires a réuni 127 Etats, avec des ONG, à Oslo en mars 2013, la 2e Conférence en a réuni 146 à Nayarit (Mexique) en février 2014, et la 3e Conférence se réunit à Vienne en décembre 2014.
- Il est vrai que les résultats d'un référendum ne sont jamais acquis d'avance, mais une victoire du NON ne ferait que perpétuer pour deux ans (délai de prescription pour une nouvelle consultation référendaire sur le même sujet) la politique militaire officiellement poursuivie par la France, sans consultation, depuis plus de cinquante ans.
- En revanche, une victoire du OUI ouvrira **des perspectives politiques décisives à la sortie du nucléaire militaire, mais aussi à la sortie du nucléaire civil** dans la mesure où la campagne préalable pour obtenir un référendum sur la participation de la France à l'abolition des armes nucléaires, puis la campagne en faveur du OUI à ce référendum, auront ouvert un débat national public, médiatique et politique, sur la dangerosité intrinsèque du nucléaire tant civil que militaire et sur l'urgence d'en sortir. (3)
- Des forces militantes et politiques sont d'ores et déjà mobilisées pour la tenue de ce référendum et ne demandent qu'à être encouragées et soutenues. (4)
- **Cette orientation politique, loin d'entrer en concurrence avec toutes les autres actions du Réseau, en particulier celles visant la fermeture la plus rapide possible de tous les réacteurs nucléaires civils, les renforcera au contraire en offrant :**
  - un tremplin et une audience médiatiques aux idées antinucléaires ;
  - l'espoir d'une issue politique à une situation bloquée depuis des décennies par la domination du lobby nucléaire militaro-énergétique sur les esprits d'une caste dirigeante et sur les décisions présidentielles et gouvernementales ;
  - la prise de conscience, par l'opinion publique, que les politiques nucléaires tant civile que militaire ne sont pas des « domaines réservés », que leur poursuite n'a rien d'inéluctable, que le peuple peut y mettre un terme en s'appropriant le sujet et en exerçant sa souveraineté décisionnelle ;
  - le commencement de la fin de la complicité entre les branches jumelles, civile et militaire, du lobby nucléaire, et notamment entre les deux missions du Commissariat à l'Energie Atomique, qui n'hésite pas à s'engager aujourd'hui dans la recherche-développement des énergies renouvelables afin de se donner une façade « écologique » et de sauver ainsi de la contestation à la fois les centrales - grâce au concept de « mix énergétique »- et les armes, sur lesquelles il entend conserver sa mainmise.

En conséquence, l'AG adopte la résolution suivante :

Le Réseau « Sortir du nucléaire » veut une France, une Europe et un monde sans armes ni centrales nucléaires.

Concernant les armes comme les centrales, il poursuivra ou entreprendra par tous moyens disponibles toutes les actions permettant de gagner l'opinion publique aux idées antinucléaires.

Concernant la fermeture des centrales, il soumettra à l'ensemble du mouvement antinucléaire civil et militaire français appelé à tenir un Congrès l'idée de recourir à un référendum. Si celle-ci est retenue, le Congrès devra définir avec précision les termes de la ou des questions que le mouvement souhaite voir poser aux Français, ainsi que l'échéance dudit référendum et les modalités de sa préparation afin de favoriser une décision de sortie urgente du nucléaire civil.

Concernant l'abolition des armes nucléaires, le Réseau exige :

- que tous les Etats nucléaires, officiels et officieux, cessent de tergiverser et de bafouer le droit international en conservant, en développant et en modernisant leurs armes nucléaires et radioactives ;
- qu'ils déclarent solennellement renoncer à l'emploi de ces armes, prononcer leur interdiction, et s'engager activement dans leur abolition ;
- qu'ils se réunissent dans les plus brefs délais pour organiser leur élimination complète selon un calendrier précis et contraignant et avec des procédures de vérification mutuelle et internationale strictement efficaces ;
- qu'ils se concertent pour empêcher avec la même énergie toute prolifération nucléaire, étatique ou non-étatique ;
- que le gouvernement français engage activement et sans délai sa diplomatie dans la mise en œuvre de ce processus ;
- qu'il demande au peuple français de le soutenir dans cette action en répondant OUI à la question référendaire suivante : "*Approuvez-vous que la France participe avec les autres États concernés à l'élimination complète des armes nucléaires, sous un contrôle mutuel et international strict et efficace ?*"

> **Phrase de synthèse soumise au vote de l'AG :**
>
> ***Etes-vous d'accord, OUI ou NON, pour :***
>
> ***- que la France, au lieu de les en retenir, pousse tous les États concernés à éliminer le plus rapidement possible la totalité de leurs armes nucléaires, sous un contrôle mutuel et international strict et efficace,***
>
> ***- que le Réseau « Sortir du nucléaire » s'associe, en lui apportant un soutien politique et logistique, à la demande émise par ACDN dès 1996 et à la campagne lancée en 2012 par le collectif RAHAN (pour un Référendum sur l'Abolition Historique des Armes Nucléaires) pour exiger un référendum sur cette question précise : "Approuvez-vous que la France participe avec les autres États concernés à l'élimination complète des armes nucléaires, sous un contrôle mutuel et international strict et efficace ?"***
>
> ***- que le Réseau propose à l'ensemble du mouvement antinucléaire français d'exiger un référendum sur la sortie la plus rapide possible du nucléaire civil et la fermeture urgente des réacteurs ayant atteint ou dépassé leur limite d'âge de 30 ans ?***

(*) Notes explicatives :

(1) Retombées radioactives de plus de 2000 essais atomiques (dont plus de 500 aériens), effets tératogènes des armes dites « à uranium appauvri », contamination permanente par les effluents des centrales nucléaires, les fuites tout au long des chaînes de l'uranium et du plutonium, irradiation et contamination lors d'accidents majeurs comme ceux de Tcheliabinsk, Three Mile Island, Tchernobyl, Fukushima…

(2) En effet, le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, reprenant le 4 octobre 2013 la "proposition à la fois ambitieuse et simple" du président français devant l'Assemblée générale de l'ONU le 24 septembre 2013, d'après laquelle "lorsque le Conseil de sécurité aurait à se prononcer sur une situation de crime de masse, les membres permanents s'engageraient à suspendre leur droit de veto", a tenu à préciser que "pour être réaliste, ce code (de conduite) exclurait les cas où seraient en cause les intérêts vitaux nationaux d'un membre permanent du Conseil". *Cf.* http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/onu/evenements-et-actualites-lies-aux/actualites-21429/article/suspendre-le-droit-de-veto-en-cas. Cela revient à dire que les armes nucléaires sont, certes, des instruments de "crime de masse", mais que la France, qui se justifie de les posséder en invoquant la défense de ses "intérêts vitaux", pourrait les utiliser en toute impunité puisqu'elle ne manquerait pas, en pareil cas, d'invoquer ses "intérêts vitaux" pour opposer son veto à toute sanction de la part de la communauté internationale. Le crime contre l'humanité est donc interdit, sauf aux cinq puissances nucléaires membres permanents du Conseil de sécurité… dont, et c'est là l'essentiel, la France. Patrie des droits de l'Homme, comme chacun sait.

(3) La campagne pour un Référendum et l'Abolition Historique des Armes Nucléaires (RAHAN) lancée en 2012 par le Collectif RAHAN et par l'Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (dont les propositions aux AG de Dijon en 2008 et de Reims en 2012 ont permis d'introduire l'abolition des armes nucléaires et radioactives parmi les objectifs du Réseau SDN explicités dans sa Charte) vise à obtenir que la France se conforme enfin à ses obligations internationales et s'engage sans délai dans un processus concerté d'abolition des armes nucléaires. *Cf.* Participation de la France à l'abolition des armes nucléaires : Pourquoi un référendum et pourquoi CE référendum ?

(4) Pendant la campagne présidentielle, Eva Joly (Europe Ecologie - Les Verts), Jean-Luc Mélenchon (Front de Gauche) et Philippe Poutou (Nouveau Parti Anticapitaliste) ont soutenu la demande d'un référendum sur cette question précise, en approuvant l'article 1.2.F de la *Charte pour un Monde Vivable*. Le 24 juin 2012, le Conseil fédéral d'EELV a adopté cet objectif à l'unanimité (avec une abstention). La campagne, appuyée par des grèves de la faim dont une de 42 jours, s'est poursuivie avec des jeûnes tournants à travers la France, l'interpellation des parlementaires, et diverses initiatives dont une Lettre ouverte au Président de la République qui a reçu de nombreux et prestigieux soutiens en France comme à l'étranger. Il s'agit de créer chez nous, en lien avec le réseau mondial *Abolition 2000*, les *Maires pour la Paix* et la campagne internationale *ICAN*, les conditions d'un mouvement historique massif et irréversible. *Cf.* http://mondevivable.over-blog.com et www.acdn.net

Cette motion n°3 a reçu un vote favorable de recevabilité du CA.

Note d'éclairage du CA :

Malgré le fait que cette motion marque une orientation politique de l'association, elle a été replacée avec les motions d'actions/campagnes car, conformément au règlement intérieur de l'association (article 11.6-a), "*une motion d'action/campagne propose l'adoption d'un projet dont la mise en pratique suppose l'allocation de moyens quels qu'ils soient : temps de travail salarié et/ou bénévole, ressources financières, supports d'information, matériel militant, relais d'information au niveau national par le Réseau « Sortir du nucléaire », etc.*"

Une campagne pour un référendum engagerait les forces du Réseau « Sortir du nucléaire » sur le long terme pour déclencher un intérêt majeur dans la population et parmi les élus, condition nécessaire pour faire aboutir le processus référendaire.

MOTION N°4

« POUR UNE COP 21 SANS NUCLEAIRE »

Motion proposée par le Réseau Action Climat

Avec le soutien de Virage Energie Nord Pas de Calais et du Conseil d'Administration du Réseau « Sortir du nucléaire »

Titre de la motion : Ni nucléaire ni effet de serre

Arguments :

La Conférence de Paris sur les Climats (COP21) réunira les parties à la Convention de Rio sur les climats en décembre 2015. Cet évènement va fortement structurer l'agenda et les débats sur l'énergie dans les champs politique et médiatiques dans l'année qui vient.

La France va profiter de sa position d'hôte pour mettre en avant son industrie nucléaire. Or les dernières décennies ont montré que la domination de cette énergie sur l'électricité en France a retardé les efforts d'efficacité et de sobriété, non seulement pour l'électricité mais aussi pour le reste des consommations d'énergie. Comme l'illustrent le déroulé du Grenelle de l'Environnement et le récent Débat National sur l'Energie, à cause de son omniprésence politique, le nucléaire constitue un verrou sur la transition énergétique et climatique en France.

La diplomatie française s'est aussi enfermée dans le service exclusif d'une industrie sans avenir, ni non plus nécessaire pour l'objectif mondial de limitation à moins de 2°C du réchauffement. Les énergies renouvelables ont désormais largement dépassé le nucléaire, dont le déclin après Fukushima est acté.

Objectifs :

- démontrer que le nucléaire n'est pas une solution au changement climatique, et tenter de faire passer ce message auprès des médias et du grand public.
- démonter les tentatives de « greenwashing » et débusquer les faux défenseurs du climat et propagandistes de l'industrie nucléaire.
- organiser des actions dans les médias et auprès du grand public
- se coordonner avec les associations antinucléaires qui viendront d'autres pays lors de la réunion de Paris

Phrase de synthèse qui sera soumise au vote de l'AG :

Etes-vous POUR ou CONTRE le développement des actions suivantes durant l'année 2015 :

· Publication actualisée de la brochure « L'illusion nucléaire » de 2007

· Elaboration et publication de réponse aux associations qui diffusent une propagande pro nucléaire

· Décryptage des messages sur le rôle du nucléaire dans les projections sur la transition énergétique

· Participation aux principales mobilisations et liens avec les autres participants de la COP.

Cette motion n°4 a reçu un vote favorable de recevabilité du CA et elle est soutenue par le CA

MOTION N°5

« ATOMES CROCHUS, UNE TV INTERNET »

Motion proposée par Les Amis de la Terre Midi-Pyrénées

Titre de la motion : « Atomes crochus, Une TV internet »

Texte explicatif de la motion :
Le rêve : mettre sur pied ATOMES CROCHUS, une « TV » INTERNET alimentée par les différentes associations du Réseau.
La pratique : en 2015, les assos mettent en place six films coachés par des professionnels via un séminaire et un accompagnement à distance.

Arguments et considérants :

Les Amis de la Terre Toulouse
Présentent
ATOMES CROCHUS
Une TV Internet
Un projet de Daniel Roussée & Alain de Halleux
Octobre 2014
Le rêve : mettre sur pied ATOMES CROCHUS, une « TV » INTERNET alimentée par les différentes associations du Réseau.
La pratique : en 2015, les assos mettent en place six films coachés par des professionnels via un séminaire et un accompagnement à distance.

Résumé :

Dans un futur plus ou moins lointain, le rêve est de mettre sur pied ATOMES CROCHUS, une « TV » Internet. On y diffuserait des petits films courts d'une à deux minutes à date régulière et lors d'événements spéciaux. Les films seraient l'expression des organisations locales du réseau Sortir Du Nucléaire. Ils seraient produits localement et diffusés globalement. Mais afin d'évaluer le projet, il est apparu nécessaire de passer par une étape qui permettrait à l'ensemble des différents intervenants (assos, salariés, cinéastes, public) de trouver ses marques. Cette étape d'essais consisterait donc à produire 6 films pendant l'année 2015. Le processus irait de la fabrication des films jusqu'à leur diffusion.

Organisation :

1.Dans un premier temps, les promoteurs du projet rencontrent ceux et celles qui s'occupent de la communication, du web et bien entendu ceux et celles qui connaissent les personnes ressources du réseau qui pourront participer en tant que cinéaste à l'opération. Le but ? Préparer entre autres le séminaire qui aura lieu au printemps et élaborer les démarches qui visent à faire connaître le projet au près du réseau.

2. Le Réseau lance un appel aux assos : ont-elles parmi leurs membres ou parmi leurs connaissances, des personnes qui pourraient filmer ? Il peut s'agir de purs amateurs qui veulent apprendre, mais il peut aussi s'agir d'étudiant en cinéma ou des amateurs avertis. On dresse la liste de ces volontaires cinéastes et on les invite à un séminaire de 2 ou 3 jours.

3. Le séminaire consiste d'une part à discuter d'une stratégie de communication et de choisir 6 films à réaliser. On essaye d'établir en gros les scénarios de ces films en cherchant à profiter du fait qu'ils seront créés en réseau. Les assos payent les déplacements et le séjour des volontaires. Exemple : Si on arrive à trouver un cinéaste par centrale, on peut très bien arriver à faire un film qui montre les 18 centrales de France. Sur ces images on peut construire un discours à déterminer ensemble. Si un caméraman avait dû filmer cela, cela lui aurait pris minimum 15 jours et il aurait fait des milliers de kilomètres. Avec le tournage en réseau, chaque assos envoie un plan qui sera intégré au montage. La démarche démontre en soi la puissance d'un réseau !

4. Chacun prépare son tournage en fonction des scénarios qui ont été dégagés. On peut à tout moment contacter Alain de Halleux ou Antoine Zerroudi, les cinéastes qui accompagnent le projet. Ils prodiguent des conseils. Ils gèrent à distance les tournages, puis montent les films.

5. Les films sont finalisés en accord avec les militants impliqués dans leur réalisation et avec les référents communication de l'équipe salariée du Réseau. Ils sont ensuite uploadés sur Youtube ou Vimeo. Le lien est envoyé à Lyon où il est intégré sur un site Internet.

6. On évalue le travail après chaque film monté et après l'ensemble de l'opération. Si l'ensemble des intervenants le désire, il sera présenté à l'AG 2016 une nouvelle motion pour proposer de passer à la vitesse supérieure en cherchant à monter la TV ATOMES CROCHUS, c'est à dire une plateforme sur laquelle on va tenter de diffuser entre deux par mois.

Qui est qui ?

Alain de Halleux a réalisé plus de 6 heures de film sur le nucléaire (RAS, CHERNOBYL 4EVER, WELCOME TO FUKUSHIMA…). Il donne des cours de cinéma dans des hautes écoles de communication. En suivant les projets de nos volontaires cinéastes, il leur transmet un savoir qui, années après années leur permettra de réellement améliorer leur technique et leur créativité.
Antoine Zerroudi a justement été formé sur RAS. Il habite Cruas, au pied de la centrale. Comme Alain, il peut tout faire en cinéma : écriture, réalisation, caméra, son, montage et même les affiches. Il secondera donc Alain dans cette entreprise.

Conclusion :

La génération qui prendra le relais du combat anti-nucléaire attache de l'importance à l'image. Il importe donc de développer encore la communication audio-visuelle. Ce changement est difficile, mais nécessaire. Comment imaginer une seconde pouvoir modifier l'état d'esprit du gouvernement français ou du lobby nucléaire, si nous, militants, nous ne sommes capables de changer nos propres habitudes ?...
Haut les coeurs et vive les atomes crochus !
Daniel Roussée & Alain de Halleux

> **Phrase de synthèse soumise au vote de l'AG :**
>
> ***Etes-vous POUR ou CONTRE l'élaboration de la première étape de ATOMES CROCHUS cette « TV » INTERNET alimentée par les différentes associations du Réseau. Si vous votez OUI, vous autorisez la mise sur pied en 2015 de six films qui seront réalisés avec l'aide des assos. Ces films seront coachés par des professionnels via un séminaire et un accompagnement à distance.***

Calendrier et coûts envisagés :
Le coût serait de environ 12000 à 15000 euros. Le projet implique des volontaires au sein des associations, un responsable communication du Réseau, ainsi que deux professionnels extérieurs travaillant sur facture.

Personnes qui pourraient éventuellement s'impliquer concrètement dans la préparation et la réalisation de cette campagne : Alain de Halleux, Daniel Rousset, Antoine Zerroudi, Un responsable communication de SDN, Des volontaires des associations.

Cette motion n°5 a reçu un vote favorable de recevabilité du CA.

MOTION N°6

« POUR UNE MOBILISATION FORTE AU PRINTEMPS 2016 AUTOUR DES COMMEMORATIONS DES CATASTROPHES NUCLEAIRES DE TCHERNOBYL (30 ANS) ET FUKUSHIMA (5 ANS) »

Titre de la motion : « Pour une mobilisation forte au printemps 2016 autour des commémorations des catastrophes nucléaires de Tchernobyl (30 ans) et Fukushima (5 ans) »

Motion proposée par le Conseil d'administration du Réseau "Sortir du nucléaire"

Avec le soutien du Groupe Brivadois Sortir du nucléaire, le CRIN Vendée (Comité Régional d'Information sur le Nucléaire de Vendée), les Amis de la Terre Midi-Pyrénées, la Ruche de l'écologie, Rhône Alpes sans nucléaire, Oui à l'avenir, Sortir du nucléaire Yonne, la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté (LIFPL)

Texte explicatif de la motion :

Considérant :

- que 2016 sera l'année des 30 ans de Tchernobyl et des 5 ans de Fukushima ;

- que ces catastrophes sont toujours en cours et considérant l'omerta qui domine autour des conséquences de ces catastrophes et la nécessité d'informer la population ;

- que les mobilisations autour des commémorations des deux catastrophes de Tchernobyl et Fukushima sont des moments importants de rassemblement pour le mouvement antinucléaire;

- qu'il n'y a eu aucune avancée majeure cette année sur la sortie du nucléaire (transition énergétique, fermeture de Fessenheim) contrairement à ce qu'avait promis le candidat Hollande ;

- qu'à cette période auront probablement lieu les primaires pour les présidentielles de 2017 et qu'une pression sur les futurs candidats sera nécessaire pour qu'ils prennent des engagements clairs et forts sur la sortie du nucléaire ;

Nous proposons que le printemps 2016 soit un temps fort de la mobilisation antinucléaire, à l'instar de ce qu'ont été les « 50 jours d'actions » de 2014.

Les modalités de ces mobilisations seront discutées avec les groupes du Réseau et le CA pour se fixer des objectifs clairs, pour créer une dynamique commune et une bonne cohésion.

Phrase de synthèse soumise au vote de l'AG :

Êtes-vous pour ou contre que le Réseau soit à l'initiative d'une forte mobilisation au printemps 2016, autour des dates commémoratives des catastrophes de Tchernobyl et Fukushima ?